

L'Étincelle



PSA Poissy

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 17 avril 2023

Plus il parle, moins on l'écoute

C'était la consigne sur les réseaux sociaux ce lundi : boycott de l'allocution de Macron... avec concerts de casseroles ! Vendredi, le Conseil constitutionnel validait la loi sur les retraites à 18 heures. Macron avait deux semaines, il avait annoncé 48 heures, finalement il lui en aura fallu à peine deux pour la promulguer. Un nouveau bras d'honneur au mouvement social et à 90 % de la population active de ce pays. L'arrogance à l'état pur... mais pas si sûre d'elle-même. Eh bien nous allons lui montrer que le seul fusible désormais c'est lui !

La vraie démocratie elle est ici !

Le Conseil des neuf vieillards a validé la réforme ? Vomie par tout le monde, ils ont jugé qu'elle était constitutionnelle. Le 49.3 l'était aussi et il a mis tout le monde dans la rue.

Car comme le crient les manifestants : « C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons... ! » La mobilisation contre la réforme des retraites a eu comme écho des centaines de grèves victorieuses pour les salaires. Car l'inflation qui explose, ce sont nos salaires réels qui baissent, pendant que le CAC 40 affiche 152 milliards de bénéfices net et que le salaire du patron de Stellantis, Carlos Tavares, s'élève à 64 000 euros par jour samedi et dimanche compris.

Or, depuis des semaines, les revendications démocratiques épaulent les revendications sociales. Qui sont ces gens qui prétendent imposer par des coups de force institutionnels et policiers ce que tout le monde repousse dans la rue et par la grève ? Leurs prétendus « démocratie » et « dialogue social » n'existent ni dans les entreprises ni dans leur société. Ils gouvernent à coups de matraque et lacrymo contre les manifestants, ouvriers ou lycéens, et de rangées de CRS devant le Conseil constitutionnel. Aujourd'hui que les bruits de bottes et la folie de ceux qui nous gouvernent ravivent la menace de guerre, plus que jamais leur pouvoir est inacceptable.

Ministres qui prétendent combattre l'extrême droite en appliquant sa politique

Cette semaine, après Gérald Darmanin, c'est Élisabeth Borne qui menace la Ligue des droits de l'homme (LDH) pour avoir dénoncé les violences policières. Malheur à ceux qui les dénoncent ! Pourtant, même le Conseil de l'Europe et la Maison-Blanche ou le *New York Times* s'en émeuvent. Borne va-t-elle tous les traiter d'« islamo-gauchistes » ? Pendant que Darmanin

frétille pour sa loi contre les travailleurs immigrés tout en envoyant sa police casser du manifestant, comment le gouvernement va-t-il nous faire avaler un « front républicain » contre l'extrême droite... après avoir mis en œuvre sa politique ?

R.I.P. le RIP ! Continuons la mobilisation !

Le conseil constitutionnel a également invalidé le Référendum d'Initiative Partagée (RIP) proposé par les parlementaires de gauche. Selon lui ce RIP n'est pas assez « réformiste » finalement, puisqu'il propose le maintien du droit actuel : la retraite à 62 ans... La loi Macron promulguée, elle ne pourra peut-être pas être retoquée avant un an, selon la constitution.

Mais nous n'attendrons pas pendant des mois ou des années un RIP que la mobilisation a déjà tranché. L'intersyndicale, de son côté, a certes refusé le dialogue avec Macron... jusqu'au 3 mai, mais n'appelle à une prochaine journée que dans quinze jours, le 1^{er} mai.

Macron déclarait en Chine que seules des minorités ont reconduit les grèves. Sauf que le soutien massif à ces minorités a créé une crise politique telle que plus personne ne veut se mouiller avec lui. Minoritaire à l'Assemblée, Macron n'a même pas eu les moyens cette semaine d'imposer un de ses favoris à l'Agence de l'environnement ni même un projet de loi sur la programmation militaire à 413 milliards d'euros de budget public.

Alors oui, mobilisés, nous le serons encore cette semaine, par les grèves, les blocages, les manifestations et dès jeudi 20 avril à l'appel de la CGT, auquel se rallie l'intersyndicale nationale de la SNCF pour une journée de « colère cheminote ». Elle devra devenir celle de la colère ouvrière de tous ceux qui ne passeront à rien d'autre tant que le gouvernement n'aura pas ravalé sa sale réforme, promulguée ou pas.

Succès du rassemblement pour Alain

Vendredi 7 avril, 70 ouvriers se sont réunis pour protester contre la procédure de licenciement d'Alain, un salarié handicapé du Ferrage, 54 ans, 31 ans d'ancienneté. Alain est bosseur, il a déjà un poste qu'il tient, il doit rester. Dans cette usine on est sous-effectif, il y a de la place pour tout le monde.

La direction s'acharne sur notre collègue car elle veut faire un exemple : pour elle il y a trop de salariés en restriction médicales. En défendant Alain, on se défend tous contre la direction.

Effectifs en panne aussi

Peinture, mardi dernier, suite à une panne, plus de 160 caisses n'ont pas été peintes correctement. Ça a bloqué le Ferrage et le Montage, tant mieux, on s'est reposé. Par contre en Peinture pendant 2 jours, pour rattraper, il y a eu une énorme surcharge de travail, avec un manque d'effectif criant.

Dans ce cas, faut pas aller trop vite. C'est à PSA de recruter en CDI, on le dit depuis des années.

Planning en forme de gruyère

Après plusieurs jours de numéro vert, vendredi 14 après-midi le Montage était à l'arrêt en équipe 22, lundi 24 avril ce sera chômage pour le flux Montage, Ferrage et Peinture en 12 et 22. D'autres secteurs Bacs et Pack auront aussi du chômage plus tard. Ça nous arrange, mais ça plombe les compteurs et bientôt nos salaires. Exigeons d'être payés à 100 %. La direction n'a toujours pas réussi à prévoir des pénuries... qui surviennent pourtant régulièrement. C'est sa faute pas la nôtre.

On va zapper

Des télévisions sont installées dans les aires UEP et salles de pause. Les RU nous soûlent avec leurs rapports, maintenant on aura bientôt droit à la propagande de PSA TV. Pour le bien de la planète et le nôtre, stop à la pollution visuelle !

Start and Stop... Start and Stop...

PSA Rennes sera au chômage pendant 7 jours (manque de semi-conducteurs), PSA Sochaux l'a été 10 jours (pénurie de boîtes de vitesses automatique).

À Poissy il y a déjà eu du chômage surprise vendredi après-midi et plusieurs jours sont prévus. La direction fait des promesses bidon sur l'avenir du site si le 19 avril on vote « bien » (pour ses syndicats béni-oui-oui).

Elle est incapable à Poissy comme ailleurs de prévoir correctement, donc ses discours sur l'avenir de la production c'est que du baratin.

Un peu de pipeau pour cacher le massacre d'emplois

PSA annonce l'embauche de 1 200 salariés en France pour 2023. Un coup de pub repris sans critique par les médias. En réalité il n'y aura que quelques dizaines d'embauche en CDI sur les usines : 83 à

Mulhouse, 40 à Charleville-Mézières, 14 à Poissy (dont 10 intérimaires et CDD qui y travaillent déjà).

Actuellement PSA Sochaux supprime son équipe de nuit et met à la porte 700 intérimaires... Et au niveau international, en moins de 2 ans, selon ses propres chiffres, Stellantis a supprimé 26 000 emplois dans le monde. La direction est moins bavarde sur ces sujets.

Qui veut gagner des millions (sur notre dos) ?

Jeudi dernier, l'assemblée des actionnaires a validé l'augmentation de salaire de Carlos Tavares : en tout, ça lui fera 23 millions d'euros pour 2022 (64 328 € par jour, week-end compris). L'assemblée a aussi validé le salaire de 51 millions pour 2022 de l'ancien directeur de Fiat-Chrysler Mike Manley (139 700 € par jour). En 2025 les actionnaires promettent une super méga prime de 25 millions pour Tavares s'il atteint ses objectifs.

Nous on galère pour faire les courses, eux roulent sur l'or. Et encore ce ne sont que de petits valets par rapport aux actionnaires milliardaires comme les familles Peugeot et Agnelli.

Le bibendum est tombé sur un clou

Michelin à Cholet, la direction de cette usine de 1 200 salariés a annoncé 16 jours de chômage payé à seulement 73 % du net. Plus de 300 ouvriers ont débrayé plusieurs heures, paralysant la production, pour revendiquer d'être payés à 100 %. La direction a dû reculer : elle s'est engagée à payer le chômage à 84 % du net et a permis aux volontaires de venir travailler pendant le chômage sur des postes annexes pour être payé à 100 %. La lutte collective, ça paie.

La diffusion du match PSG-Lens perturbée par un débrayage pour les salaires

Les téléspectateurs de la rencontre entre le PSG et le RC Lens ont vu le match perturbé samedi 15 avril. Cette perturbation était due à une mobilisation des salariés du prestataire technique AMP Visual TV, en conflit avec leur direction sur le sujet des salaires.

Et pour cause : il n'y a pas eu d'augmentation pour les intermittents depuis la dernière grève, en 2008 ! Une mobilisation à l'image des nombreuses grèves pour les salaires qui essaient dans le pays depuis des mois.

Palestine, gouvernements arabes au service minimum

Les ministres des Affaires étrangères d'une dizaine de pays du Moyen-Orient se sont réunis en Arabie saoudite, invités par leur collègue saoudien. À propos de la situation en Palestine, ils ont dénoncé « les pratiques israéliennes illégales » et « la violation du caractère sacré des lieux saints » en appelant Israël « à respecter la situation historique et juridique en vigueur ».

Sauf que la situation historique et juridique actuelle est celle de la colonisation israélienne et de la négation des droits des Palestiniens. Avec des amis comme ces pays arabes, la Palestine a-t-elle besoin d'ennemis ?